

« Les actionnaires méritent-ils leurs dividendes? (1/2) »

En 2021, le montant perçu par les actionnaires du CAC 40 a atteint 57,5 milliards d'euros, en progression de 32 % par rapport à 2020. Un record qui interroge.

Le dividende n'est pas la rémunération de l'actionnaire. Son paiement se fait au détriment de la valeur de l'action.

Une entreprise qui verse un dividende se prive d'un actif, la partie de sa trésorerie qu'elle verse en dividende. Si elle le fait, c'est qu'elle estime en avoir les moyens, car personne, y compris parmi les actionnaires et les dirigeants, ne va volontairement au-devant des difficultés. Aussi, lors



PASCAL QUIRY
Professeur de finance à HEC Paris

d'argent à un distributeur de billets. Bien sûr, nous savons tous que retirer de l'argent à un distributeur de billets ne nous enrichit pas. Nous avons simplement moins d'argent sur notre compte en banque, et plus dans notre poche. C'est la même chose pour l'actionnaire qui reçoit un dividende : la valeur de ses actions a baissé exacte-

ment du montant des liquidités qu'il a reçues en dividendes. Poser la question de savoir si les actionnaires méritent leurs dividendes est comme se demander si nous méritons les billets qui sortent du distributeur. Une autre façon de comprendre que le dividende n'est pas la rémunération de l'actionnaire, comme le salaire est celle du salarié, est de regarder combien le dividende représente en pourcentage de la valeur de l'action. Sur LVMH (Louis Vuitton, Dior, Hennessy, etc.), la plus importante société européenne par sa valeur, le dividende annuel est de 10 euros pour une action qui vaut 700 euros. Ce qui fait un taux d'in-

Son versement n'enrichit pas, il modifie la composition des actifs de l'actionnaire.

térêt de 1,4 %, alors que le livret A rapporte du 2 %. Si le dividende était la rémunération de l'actionnaire, celui-ci serait bien sot de garder ses actions LVMH pour ne pas placer sur le livret A et gagner du 2 % au lieu du 1,4 %, et ce pour un risque bien moindre puisque les sommes sur le livret A ne baissent jamais, contrairement aux cours de Bourse. Le dividende n'est donc pas le bon angle d'attaque du capitalisme. ■



POUR ALLER PLUS LOIN

« 69 milliards, ce que les actionnaires ont coûté aux entreprises du CAC40 en 2021 », article sur le site www.economie-et-politique.org



À LIRE

Finance d'entreprise 2023, de Pascal Quiry, Yann Le Fur et Pierre Vernimmen, Dalloz, 65 euros.

Le coût des dividendes pour les entreprises a atteint 170 milliards d'euros en 2020. Ils sont essentiellement investis dans la spéculation.

Que faire du profit ? Ce sont les assemblées générales des actionnaires qui tranchent cette question chaque année. Soit le profit est réinvesti dans l'entreprise, soit il est distribué aux actionnaires sous forme de dividendes. Il échappe alors au circuit économique de l'entreprise. Ce dernier



TIBOR SARCEY
Économiste, membre du PCF

cas de figure intervient généralement quand les actionnaires jugent plus rentable de réinvestir ce profit sur les marchés financiers plutôt que dans l'outil de production de l'entreprise. Le grand actionariat, qui en Europe détient 60 % du capital des entreprises cotées en Bourse, réinjecte l'argent perçu des dividendes dans les instruments financiers les plus rentables, loin de l'économie réelle. Certes, parmi ces instruments, figurent des actions d'entreprise. Cela permet aux libéraux de vanter la fonction de passerelle des actionnaires qui permettrait à des entreprises matures en excédents de capitaux de s'en délester via les dividendes auprès d'entreprises en croissance ayant besoin de nouveaux fonds. Cependant, l'écrasante majorité des transactions boursières a lieu sur le marché secondaire, sur lequel ces grands actionnaires font vivre la spéculation en s'échangeant des actions déjà émises par le passé. Pas de fonds supplémentaires, donc, pour les entreprises, mais un accroissement de leur valeur financière artificiellement gonflée par cette spéculation. Cela se traduit par une pression renforcée

sur le profit pour pouvoir la rentabiliser et par une instabilité financière permanente. L'argent apporté effectivement aux entreprises lors d'émissions de nouvelles actions sur le marché primaire, avant donc qu'elles ne soient librement disponibles sur le marché secondaire, est très faible (14 milliards d'euros en 2020),

bien moindre que l'argent reversé par le biais des dividendes (184 milliards d'euros). Les actionnaires représentent ainsi un coût net pour les entreprises (170 milliards d'euros en 2020, soit 7 % du PIB) qui est pris sur les salaires, l'emploi, mais aussi sur le financement des services publics et des investissements répondant aux besoins des populations et des territoires. Les dividendes n'ont aucune justification économique en dehors du fait qu'ils sont l'expression monétaire du rapport de domination parasitaire que les actionnaires exercent sur les entreprises.

Critiquer les dividendes ne doit cependant pas faire l'économie d'une critique plus fondamentale du capitalisme, qui, avec ou sans dividendes, se nourrit du profit qui est pris sur les richesses créées par le travail et guide l'ensemble des décisions économiques avec inefficacité. Ne pas verser de dividendes n'est pas un gage de progrès social pour une entreprise, mais tout au plus celui d'une structure financière renforcée grâce au maintien du profit dans ses comptes. Mais pour quelle finalité ? L'argent des dividendes donne simplement une mesure des marges de manœuvre dont nous disposerions immédiatement pour financer le progrès... lorsque nous nous serons réapproprié collectivement nos outils de production. ■

Les dividendes ne sont que l'expression d'un rapport de domination.